

Note d'Analyse

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles

Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33

Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

URL : <http://www.grip.org/bdg/g1053.html>

Date d'insertion : 08/08/2006



Israël - Palestine - Liban : Le chemin le plus long vers la paix

Caroline Pailhe, chargée de recherche

8 août 2006

Le Moyen-Orient renoue aujourd' hui avec certaines des pages les plus sombres de son histoire. En Israël, dans la bande de Gaza et au Liban, des civils innocents – femmes et enfants pour la plupart – meurent chaque jour, victimes de la politique implacable de la canonniers, confortée par la paralysie de la communauté internationale.

Le recours à la force doit certes être condamné de part et d' autre. Mais l' Etat démocratique d' Israël mène actuellement à Gaza et au Liban une politique suicidaire, irréaliste et disproportionnée, en violation flagrante du droit international. Avec le recours excessif à la force pour régler les contentieux, les moyens semblent avoir pris définitivement le pas sur la fin dans les décisions israéliennes.

1. Evénements déclencheurs et riposte : un rappel des faits

Le 25 juin 2006, trois organisations militantes palestiniennes, dont la branche armée du Hamas, s' infiltraient depuis la bande de Gaza dans une base militaire israélienne, tuant 2 soldats et en capturant un troisième.

Le 12 juillet, des militants du Hezbollah libanais traversaient la frontière israélienne, tuaient 8 soldats israéliens et en capturaient 2 autres.

Le but de ces deux actions était de monnayer la libération de prisonniers palestiniens et libanais incarcérés dans les geôles israéliennes. Dans les deux cas, la réaction israélienne fut du même tenant : refus catégorique de mener de quelconques négociations en vue d' un échange de prisonniers et lancement de représailles militaires acharnées : l' opération « Pluies d' été », le 27 juin, dans la Bande de Gaza et « Juste récompense », le 13 juillet, au Liban.

2. Le bilan catastrophique d' une riposte excessive

Une punition collective et disproportionnée

Dans un communiqué daté du 3 août, les Nations unies estiment que, dans la Bande de Gaza, depuis le 28 juin, 175 Palestiniens ont été tués, dont 40 enfants et 8 femmes, et 620 personnes blessées.

Par ailleurs, un soldat israélien a été tué et 25 Israéliens blessés, 11 d'entre eux par des roquettes artisanales tirées depuis la Bande de Gaza.

L'Onu estime qu'en moyenne 8 à 9 roquettes ont été tirées chaque jour vers Israël, soit 319 au total et que l'armée israélienne a procédé à quelque 200 à 250 tirs de mortier par jour vers la Bande de Gaza et mené au moins 220 bombardements aériens[1].

Au Liban, l'armée israélienne a menacé de détruire dix immeubles de la banlieue sud de Beyrouth, bastion du mouvement chiite, pour chaque tir de roquette du Hezbollah[2].

Entre le 12 juillet et 3 août, les 3 semaines de combat ont fait 900 morts, dont 1/3 sont des enfants de moins de 12 ans, et 3.000 blessés. L'offensive a jeté, en outre, 1 million de déplacés sur les routes, soit plus de 25% de la population[3].

Durant la même période, Israël compte près de 60 morts[4]. Quelque 330.000 Israéliens, soit 4,7% de la population, ont fui le Nord du pays pour échapper aux roquettes tirées du Sud-Liban[5].

En violation du droit international

Selon la Suisse, gardienne des Conventions de Genève, « les effets des violations commises actuellement au Proche-Orient se mesurent en morts, en blessés, en destructions indiscriminées de logements et d'infrastructures, en atteintes durables au patrimoine culturel et à l'environnement. Elles constituent en outre autant d'entraves à l'action humanitaire »[6].

Pour Amnesty International également, « les attaques actuellement perpétrées contre des civils et des biens civils constituent une violation flagrante du droit international humanitaire et équivalent à des crimes de guerre »[7].

A Gaza, lors de sa visite le 25 juillet, le secrétaire général adjoint de l'Onu pour les affaires humanitaires, Jan Egeland constate qu'« Israël utilise une force disproportionnée »[8].

Selon le Palestinian Centre for Human Rights (PCHR), les bâtiments des ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, et de l'Economie, les bureaux du Premier ministre et plusieurs institutions scolaires ont été détruits. Plusieurs ponts et routes ont été démolis, ainsi que des zones agricoles et des maisons[9].

Par ailleurs, des centaines de Palestiniens, dont 8 ministres et 6 membres du Parlement palestinien démocratiquement élu le 25 janvier 2006 ont été arrêtés par l'armée israélienne.

La centrale électrique qui fournissait 45% de l' électricité aux Palestiniens de la bande de Gaza a également été bombardée. « Cette centrale est plus importante pour les hôpitaux, pour [le traitement] des eaux usées, pour l' eau, pour les civils, que pour tout homme du Hamas ou du Jihad islamique [armé d']un missile. Il n' a pas autant besoin d' électricité qu' une mère qui doit s' occuper d' un enfant », a indiqué M. Egeland.

Au Liban, le 23 juillet, lors d' une tournée dans des quartiers sud de Beyrouth dévastés par les bombardements israéliens, Jan Egeland a accusé Israël de « violer le droit humanitaire »[10].

Selon lui, l' offensive israélienne revient à « une destruction, immeuble après immeuble, de zones résidentielles ». « Il s' agit d' un usage de la force excessif dans une zone avec autant de civils », a-t-il ajouté.

Le 24 juillet, les Nations unies lançaient un appel pour une aide d' urgence de 150 millions de dollars pour faire face à la crise humanitaire majeure qui se développe[11]. Cette somme devrait permettre d' acheminer de la nourriture, du matériel médical, de l' eau et du matériel d' assainissement pour les trois prochains mois.

A côté des victimes civiles (morts, blessés et personnes déplacées), les dommages considérables ont été infligés aux infrastructures du pays, notamment les hôpitaux, les écoles, les routes, les ponts, les dépôts de carburants, les aéroports et les ports maritimes[12]. Le pays est paralysé par un blocus maritime, aérien et terrestre imposé par l' offensive israélienne et les destructions ont anéanti les efforts de reconstruction des 10 dernières années.

Selon le président du Conseil libanais de développement et reconstruction (organisme étatique mis en place en 1977), entre le 12 et le 31 juillet 2006, le coût des trois premières semaines de bombardements est de 2,5 milliards de dollars. Ce montant inclut les dommages subis dans trois secteurs : les infrastructures (routes, ponts, aéroports, électricité, télécommunications...), les habitations détruites et tous les bâtiments à usage professionnel, comme les usines, les stations-service ou encore les installations de l' armée. Ces chiffres ne prennent pas en compte les pertes dues au manque à gagner dans l' industrie, l' agriculture ou les services[13].

Des frappes indiscriminées contre l' Onu

Le 25 juillet, quatre observateurs de l' Onu au Liban ont été tués dans un bombardement israélien, un acte « apparemment délibéré », selon le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan qui s' est déclaré « choqué »[14]. Le Conseil de sécurité a officiellement demandé, dans une déclaration présidentielle, une « enquête approfondie ».

Lors d' un exposé à huit-clos devant le Conseil de sécurité à la suite de cette tragédie, Jane Hull-Lute, sous-secrétaire générale aux opérations de maintien de la paix, a indiqué que la base de Kham au Liban avait été l' objet de quelque « 21 frappes à moins de 300 mètres » durant la journée tragique, dont « 12 tirs d' artillerie qui sont tombés à moins de 100 mètres

de la base » et « quatre qui l'ont touchée directement ».

Elle a souligné qu' à « plusieurs reprise durant la journée, la Finul avait protesté directement auprès des Forces de défense d' Israël »[15].

Une catastrophe écologique en Méditerranée

Les 14 et 15 juillet, l' armée israélienne bombardait les cinq réservoirs de la centrale électrique de Jiyé, à 25 km au sud de Beyrouth. Fin juillet, ce « bombardement tactique » entraînait en Méditerranée une catastrophe écologique sans précédent.

Selon Yacoub Sarraf, ministre libanais de l' Environnement, près de 15.000 tonnes de mazout se sont déversées en mer. La marée noire touchait, début août, un tiers des plages libanaises, soit 80 km de côte, et atteignait les côtes syriennes selon le Programme des Nations unies pour l' Environnement, menaçant Chypre, la Syrie, la Turquie, la Grèce... et Israël[16].

3. Une riposte anachronique et contre-productive

En plus du bilan catastrophique et du risque réel d' escalade dans la région, Israël mène à Gaza et au Liban une politique militariste anachronique et contre-productive.

Premièrement, l' offensive israélienne se déclenche à Gaza à un moment où le parti politique Hamas, en place depuis début 2006, assouplit ses positions et s' apprête à reconnaître Israël. Au Liban, les hostilités mettent à mal le nouveau gouvernement élu en juin 2005, à la suite du retrait syrien deux mois plutôt, tant souhaité par les Etats-Unis et Israël. Israël n' a donc donné aucune chance aux nouvelles autorités palestiniennes et libanaises de faire leurs preuves tant au niveau national qu' avec leur puissant voisin.

Deuxièmement, l' usage excessif de la force ne permettra pas à Israël d' atteindre ses objectifs affichés.

D' abord, les bombardements tant à Gaza qu' au Liban ne faciliteront pas la libération des soldats capturés. Ensuite, Israël n' a aucune chance de « combattre le terrorisme », c' est-à-dire détruire le Hezbollah après avoir échoué pendant 18 ans d' occupation du Liban, ni de faire disparaître le Hamas du paysage politique palestinien. Plus certainement, la politique israélienne actuelle ne fera qu' amplifier et nourrir les motivations de ses ennemis les plus irréductibles et radicalisera encore un peu plus les modérés. Bref, créer davantage de terrorisme.

Enfin, Israël se décrédibilise face à la communauté internationale en utilisant la force de manière excessive pour régler ses contentieux. L' Etat hébreux rejoint en cela les Etats-Unis, pourtant embourbés en Irak, mais toujours « en guerre totale contre le terrorisme ». Tant à Washington qu' à Tel-Aviv, l' exemple irakien ne semble pas suffire à montrer que la force ne construit ni la paix ni la démocratie.

4. Le blanc-seing de Washington

Malgré les appels incessants du Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan pour trouver un règlement à la crise israélo-libanaise, au Conseil de sécurité, c'est toujours l'impasse après plusieurs semaines de bombardements. Le 2 août, le président en exercice du Conseil, le Ghanéen Nana Effah-Apenteng, affirmait qu'à sa connaissance, il n'existait « pas d'autre délégation que celle des États-Unis qui était opposée à la cessation des hostilités »[17].

Les États-Unis ont en effet fait montre d'un soutien indéfectible à Israël depuis le début de l'offensive, tant à Gaza qu'au Liban.

Le 13 juillet, jour du déclenchement de l'offensive israélienne au Liban, Washington opposait son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation à Gaza qui appelait à la libération du soldat israélien capturé et à l'arrêt des tirs de roquette par les groupes palestiniens ainsi qu'à l'arrêt de l'opération militaire israélienne et de son recours disproportionné à la force.

Par contre, le Congrès américain adoptait le 20 juillet à une écrasante majorité une résolution qui entérine de manière inconditionnelle les attaques israéliennes au Liban et dans la bande de Gaza et qui ressemble à s'y méprendre à un blanc-seing de Washington[18]. En effet, la Résolution 921 assure à l'État d'Israël son « soutien inconditionnel » (art. 1). Elle condamne le Hezbollah et le Hamas pour leurs « attaques armées non provoquées et répréhensibles contre Israël » (art. 2). La Syrie et l'Iran sont fermement condamnés pour leur soutien à ces organisations (art. 7). Le texte déclare ensuite « soutenir le droit d'Israël à prendre les mesures appropriées pour se défendre, notamment de mener des opérations en Israël et sur le territoire des pays qui représentent une menace » (art. 8)[19].

Plus concrètement, la presse américaine révélait le 21 juillet que Washington accélérât, à la demande d'Israël, une livraison de bombes et de munitions à guidage laser et satellite, devant servir à frapper des bunkers[20]. Cette livraison fait partie des ventes d'armes américaines à Israël approuvées en 2005 et concerne les terribles GBU-28 (Guided Bomb Unit-28), une maxi bombe à commande laser d'environ 2,3 tonnes (5.000 livres) et contenant de l'uranium appauvri[21]. Il est vrai que, à côté des ventes d'armes régulières, l'aide militaire américaine à Israël atteint, depuis toujours, des records. Selon une récente étude du Service d'étude du Congrès américain, elle s'élevait à 2,2 milliards de dollars en 2005[22].

5. La volonté de redessiner le Moyen-Orient

La destruction systématique des infrastructures au Liban et à Gaza ainsi que la mort de milliers de civils semblent être une bien curieuse manière pour Israël d'atteindre un apaisement dans la région (et pour Washington de le soutenir).

Mais, pour de nombreux observateurs, il serait temps de « mettre à jour nos paramètres d'analyse et de regarder la vérité en face »[23]. Si Israël mène cette politique disproportionnée et contre-productive, c'est qu'elle n'a pas l'intention de faire la paix avec ses voisins.

David Clark, ancien conseiller de Geoff Hoon quand ce dernier était ministre des Affaires étrangères de Tony Blair, tire une conclusion semblable dans *The Guardian*[24]. Pour lui, il est évident qu' Israël ne veut pas la paix au Proche-Orient et que « l' absence de partenaire arabe pour la paix » n' est qu' un prétexte qui lui permet de prendre par la force davantage de territoires. Et il invite urgemment l' Occident à « reconnaître que l' agenda d' Israël est en conflit avec le sien ». Au Liban actuellement, l' objectif réel semble davantage être le changement de régime politique, l' installation d' un gouvernement fantoche et d' un Etat-tampon docile, grâce au soutien des Etats-Unis et à l' application par la force de la résolution 1559 des Nations unies.

De nombreux observateurs, parmi lesquels le Libanais Georges Corm[25] et l' Israélien Uri Avnery[26] , rappellent que l' objectif n' est pas nouveau. C' était déjà le but de l' invasion du Liban par Ariel Sharon en 1982 lorsqu' il s' agissait d' anéantir l' « organisation terroriste » qu' était l' OLP et de mettre hors d' état de nuire Yasser Arafat. Ce fut un échec mais les civils – Libanais et Palestiniens – payèrent le prix fort et le pays sombra un peu plus dans la guerre civile.

L' Etat hébreux semble en tous cas persuadé que sa supériorité militaire lui permet d' imposer ses intérêts stratégiques et de faire l' impasse sur de quelconques sacrifices auxquels il devrait se résoudre autour d' une table de négociations. Bref, de redessiner ainsi la carte d' un nouveau Moyen-Orient plus en phase avec ses intérêts bien compris (et ceux de Washington).

Une stratégie qu' incarne explicitement Condoleezza Rice, qui, avant son départ pour le Moyen-Orient au début de la crise, déclare ne pas voir « l' intérêt de la diplomatie si c' est pour revenir au *statu quo ante* entre Israël et le Liban. Ce serait une erreur. Ce que nous voyons ici, d' une certaine manière, c' est le commencement, les contractions de la naissance d' un nouveau Moyen-Orient et quoi que nous fassions, nous devons être certains que nous poussons vers le nouveau Moyen-Orient et que nous ne retournons pas à l' ancien »[27].

6. Quand la stabilité devient un obstacle majeur aux intérêts stratégiques

Irréaliste ou non, la politique israélienne actuelle s' apparente à la mise en œuvre méthodique d' orientations stratégiques définies par les néoconservateurs américains les plus radicalement pro-israéliens bien avant qu' ils ne forcent la porte de la Maison Blanche et y imposent le concept de « Grand Moyen-Orient », la guerre en Irak et la « démocratisation » en chaîne de la région selon la théorie des dominos.

Cette nouvelle guerre contre le Liban correspond en effet à la deuxième phase d' un plan stratégique rédigé en 1996 au sein de l' Institute for Advanced Strategic and Political Studies de Jérusalem, par un groupe d' experts sous la direction de Richard Perle, qui deviendra conseiller du Pentagone dans la présente Administration et jouera un rôle majeur dans la conception de la guerre en Irak.

Soumis à l' époque au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le document, intitulé « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm » (Un changement radical : Une nouvelle stratégie pour sécuriser le territoire), préconise un revirement de la stratégie israélienne[28].

Au niveau des concepts, le plan prône l' abandon de la stratégie « terre contre paix » poursuivie jusqu' alors et plaide pour « la paix par la force », une politique fondée sur le rapport de force (*balance of power*). Il recommande également l' instauration du principe de préemption, à côté de celui de punition, dans la doctrine stratégique israélienne.

Plus concrètement, le changement de stratégie visait à rompre avec le processus de paix d' Oslo et fournir à Israël la possibilité d' étendre une fois pour toutes son empire au-delà des frontières actuelles. Certaines des recommandations sont déjà des faits acquis : changement de régime en Irak, durcissement vis-à-vis des Palestiniens et affaiblissement d' Arafat. Pour assurer la sécurité d' Israël à sa frontière nord, le rapport recommande de « prendre l' initiative stratégique » afin de combattre le Hezbollah, la Syrie et l' Iran. C' est ce qui se joue actuellement.

A la base de ce document, le groupe d' experts chargé d' étudier la « Nouvelle stratégie israélienne pour 2000 » n' était pratiquement constitué que d' Américains qui, depuis, ont occupé des positions clés dans l' Administration Bush et singulièrement dans la définition de sa politique étrangère au Moyen-Orient.

Plus récemment, Robert Satloff, directeur d' un autre *think tank* néoconservateur influent sur la politique moyen-orientale de Washington, louait la stratégie américaine d' « instabilité constructive » au Liban et en Syrie[29].

Il constate que, si la recherche de la stabilité a été un trait caractéristique de la politique des Etats-Unis dans la région, « George W. Bush a été le premier président à considérer que la stabilité en tant que telle était un obstacle à l' avancement des intérêts américains au Moyen-Orient. (...) A cet effet, les Etats-Unis ont employé un éventail de mesures coercitives ou non coercitives, allant de l' usage de la force militaire pour changer les régimes en Afghanistan et en Irak, en passant par une politique de la carotte et du bâton (...) pour isoler Yasser Arafat et encourager une nouvelle et pacifique direction palestinienne, jusqu' aux encouragements courtois à l' Egypte et à l' Arabie saoudite pour les engager sur la voie des réformes. » Sur cet échiquier, le Liban et la Syrie seraient, pour M. Satloff, « un premier test » de cette politique d' ' instabilité constructive car « Israël et l' Iran, l' Europe et les Etats-Unis, la Syrie et les Palestiniens, tous ces chemins convergent à Beyrouth ». Il reconnaît que les Etats-Unis et leurs alliés locaux devront certes subir « quelques défaites tactiques » mais « avec de la persévérance, des changements positifs continus ne manqueront pas de se produire ».

7.

Conclusions

Si l' usage brutal de la force militaire et le prisme du terrorisme permettent à Israël d' accomplir ses plus noirs desseins avec la complaisance américaine et la faiblesse de l' Europe, ils ne lui permettront pas de gagner,

à terme, la paix dans la région. Pour régler le conflit israélo-libanais, il ne suffira pas non plus d'envoyer sur la frontière une force d'interposition onusienne ou européenne, dépêchée pour mettre en œuvre la résolution 1559 des Nations unies et entériner l'avancée des troupes de Tsahal et les objectifs stratégiques d'Israël.

En effet, et suivant en cela Georges Corm, « si l'existence du Hezbollah au Liban, comme celle du Hamas en Palestine, n'est pas une simple création machiavélique de l'axe Téhéran-Damas, mais le résultat de quarante ans d'occupation par Israël de la Cisjordanie, de Gaza, de la Palestine et du Golan syrien, de vingt-deux ans d'occupation d'une large partie du sud du Liban par Israël (1978-2000) – en infraction à toute légalité internationale –, alors le traitement de la question libanaise doit être tout autre »[30].

Il faudrait certes l'établissement d'un cessez-le-feu immédiat et le déploiement d'une force internationale chargée d'en vérifier l'application. Mais ces deux urgences doivent se faire dans le cadre plus large d'un règlement régional de tous les contentieux, au premier chef desquels se trouve le conflit israélo-palestinien.

C'est donc une réelle approche régionale des problèmes qu'il faut privilégier par la convocation d'une Conférence régionale sur la coopération et la sécurité au Moyen-Orient qui aurait pour but d'instaurer une paix équitable pour toutes les parties (basée notamment sur un désarmement régional) et non d'asseoir les intérêts du plus fort dans la région. C'est une évidence pour tous, aujourd'hui comme hier, mais savoir n'est malheureusement pas vouloir.

Il serait en tous cas grand temps, au Moyen-Orient, de démentir l'adage de Hegel selon lequel « l'Histoire apprend à l'homme que l'homme n'apprend jamais de l'histoire » et de mettre fin à la « politique de la canonnière, qui a si bien caractérisé le XIXe siècle colonial et qui renaît de ses cendres aujourd'hui de façon scandaleuse »[31].

[1]. « Gaza : Les Nations unies attirent l'attention sur une crise en voie d'être oubliée », Centre de Nouvelles Onu, 3 août 2006.

[2]. Euronews, 24 juillet 2006.

[3]. « La guerre au Liban a fait 900 morts et 3.000 blessés d'après Siniora », AP, 3 août 2006.

[4]. *Ibidem*.

[5]. « Quelque 330.000 Israéliens déplacés à cause des roquettes », Reuters, 30 juillet 2006.

[6]. « Le respect du droit n'a pas à être négocié », Déclaration de la Suisse devant le Conseil de sécurité, 21 juillet 2006, www.eda.admin.ch/newyork_miss/e/home.html.

[7]. Amnesty Belgique, *Israël/Territoires occupés/Liban : Escalade de la violence*,

19 juillet 2006, disponible à www.amnestyinternational.be/doc/article.php3?id_article=8437.

[8]. « Egeland : Israël utilise une force disproportionnée à Gaza », Xinhua, 26 juillet 2006.

[9]. Palestinian Centre for Human Rights, *Weekly Report on Israeli Human Rights Violations in the Occupied Palestinian Territory 20-26 July 2006*, 28 juillet 2006.

[10]. « Face à l'ampleur des bombardements, l'Onu accuse Israël de « violation du droit humanitaire » », *Le Monde*, 25 juillet 2006 ; « Liban : pour l'Onu, Israël viole le droit humanitaire, les raids continuent », AFP, 23 juillet 2006 et « UN appalled by Beirut devastation », BBC News, 23 juillet 2006.

[11]. « Liban : Les Nations unies lancent un appel humanitaire de 149 milliards de dollars », Centre de Nouvelles Onu, 24 juillet 2006.

[12]. Voir OCHA On-Line : Campaigns - Lebanon, <http://ochaonline.un.org/webpage.asp?MenuID=11778&Page=2203>

[13]. « Jamais je n'avais vu de telles destructions », interview de Fadl al-Chalak, président du Conseil de reconstruction, *Libération*, 3 août 2006.

[14]. « Liban : Kofi Annan "choqué" par la mort de deux observateurs de l'Onu touchés par des tirs israéliens », Centre de Nouvelles Onu, 26 juillet 2006.

[15]. « Finul : L'Onu demande une enquête conjointe sur la mort des Casques bleus », Centre de Nouvelles Onu, 26 juillet 2006.

[16]. « Liban : La marée noire a atteint les côtes syriennes », Centre de Nouvelles Onu, 2 août 2006.

[17]. « Le Conseil de sécurité continue de rechercher l'unité sur la crise libanaise, affirme son président », Centre de Nouvelles Onu, 3 août 2006.

[18]. « Condemning the recent attacks against the State of Israel, holding terrorists and their state-sponsors accountable for such attacks, supporting Israel's right to defend itself, and for other purposes », House Resolution 921, 109th Congress, 20 juillet 2006, disponible à <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/z?c109:H.RES.921>.

[19]. Pour un examen approfondi de cette résolution, voir Stephen Zunes, *Congress and Israeli Attack on Lebanon : A Critical Reading*, Foreign Policy in Focus, 22 juillet 2006.

[20]. « US Speeds Up Bomb Delivery for the Israelis », *The New York Times*, 22 juillet 2006.

[21]. Pour davantage d'éléments quant à l'utilisation par Israël d'armes interdites par le droit international, voir l'enquête de Human Rights Watch, *Israeli Cluster Munitions Hit Civilians in Lebanon*, 24 juillet 2006, disponible à <http://www.hrw.org/english/docs/2006/07/24/isrlpa13798.htm> et Vermonters for a Just Peace in Palestine/Israel, *Israel's New Weapons : July 2006* http://www.vtjp.org/report/Israels_New_Weapons.htm.

[22]. Congressional Research Service, *Israel : US Foreign Assistance*, 26 avril 2005, disponible à <http://fpc.state.gov/documents/organization/47088.pdf>.

- [23]. Jacques Gevers, « Le dessein d'Israël », éditorial de *Le Vif/L'Express*, 21-27 juillet 2006.
- [24]. David Clark, « The West must recognise that Israel's agenda is in conflict with its own », *The Guardian*, 17 juillet 2006.
- [25]. Georges Corm, ministre des finances du Liban de 1998 à 2000, est l'auteur de « Orient-Occident, la fracture imaginaire », La Découverte, 2002 et « Liban contemporain. Histoire et société », La Découverte, 2005. Sur la crise actuelle, voir son article « Liban : réflexions autour d'une paix possible », *Le Monde*, 25 juillet 2006.
- [26]. Ecrivain et journaliste israélien, Uri Avnery est membre fondateur du mouvement pacifiste israélien Gush Shalom (Bloc de la paix) qui milite pour la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Voir son article « The Real Aim », 16 juillet, disponible en anglais sur le site de Gush Shalom, <http://zope.gush-shalom.org/home/en/channels/avnery/1152991173> et en français sous le titre « L'objectif réel », sur le site de l'Association France-Palestine Solidarité, www.france-palestine.org/article4179.html.
- [27]. Condoleeza Rice, *Special Briefing on Travel to the Middle East and Europe*, département d'Etat, 21 juillet 2006, disponible à <http://www.state.gov/secretary/rm/2006/69331.htm>.
- [28]. The Institute for Advanced Strategic and Political Studies, « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm », rapport du Study Group on a New Israeli Strategy Toward 2000, sous la direction de Richard Perle, juin 1996, Jérusalem, version abrégée disponible à <http://www.iasps.org/strat1.htm>.
- [29]. Robert Satloff, *Assessing the Bush Administration's Policy of « Constructive Instability » (Parts I and II) : Lebanon and Syria*, The Washington Institute for Near East Policy, 15 et 16 mars 2005. Voir également Walid Charara, « Instabilité constructive », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.
- [30]. Georges Corm, *op. cit.*
- [31]. *Ibidem.*